



# DU VIVRE EN JUSTE À TEMPS AU CHRONO-URBANISME

François Ascher

L'histoire de nos sociétés occidentales est profondément marquée par une approche économique de l'espace et du temps, c'est-à-dire par une logique de croissance et d'accumulation qui, depuis des siècles, progresse non seulement dans le champ de la production, mais aussi dans celui de la vie quotidienne. Des groupes sociaux et des activités qui y échappaient rentrent peu à peu dans cette dynamique de développement, qui modifie les rapports à l'avenir comme les attitudes quotidiennes vis-à-vis du temps et de l'espace. Ainsi, pour accroître leur espace utile, les acteurs économiques comme les individus développent leur mobilité; et pour accroître le temps dont ils peuvent disposer, ils accélèrent leurs rythmes d'activité, rationalisent leurs emplois du temps, économisent du temps en s'efforçant d'augmenter la productivité de leurs actes, achètent le temps des autres. L'extension et la double maîtrise de l'espace et du temps prennent une importance sociétale et individuelle croissante et dessinent à l'horizon une ville «ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre», dans laquelle les citoyens, placés dans des systèmes de contraintes diversifiés, s'efforcent de construire et de gérer des emplois du temps de plus en plus individualisés.

## Le temps de l'économie : la ville tout le temps et juste à temps

Depuis ses débuts, le capitalisme n'a eu de cesse de s'émanciper de toutes les contraintes, naturelles, saisonnières, techniques, sociales et culturelles, pour accroître et maîtriser le temps de la production, c'est-à-dire de l'usage des machines et l'emploi de la force de travail. Le moulin à eau fut remplacé par des sources d'énergie plus puissantes mais aussi moins dépendantes des saisons; l'éclairage au pétrole, puis l'électricité rendirent possible techniquement le travail de nuit; les règles des métiers et de l'Église qui au dix-septième siècle imposaient encore près de cent cinquante jours chômés par an furent progressivement abolies, le travail dominical devenant même un certain temps licite; l'école et l'armée furent mobilisées pour apprendre le respect des horaires et des règles hiérarchiques. Les mouvements sociaux ont certes peu à peu imposé des limites ou des contreparties à cette tendance à la mobilisation permanente par le travail. Mais l'écono-

mie continue de marquer la société par ses exigences temporelles, même si le travail représente en moyenne de nos jours environ dix pour cent de l'ensemble de la vie, et le tiers de la vie éveillée d'un adulte, alors qu'il y a cinquante ans à peine il représentait vingt pour cent de l'existence et plus de la moitié du temps éveillé des travailleurs.

L'intensité capitaliste, de plus en plus forte dans les activités industrielles comme dans les services, conduit ainsi les entreprises à tenter d'allonger la durée d'utilisation des équipements pour en améliorer la rentabilité. Le travail posté, avec deux ou trois équipes qui se succèdent, ne concerne plus seulement les industries de process fonctionnant en continu mais se développe dans toutes les activités économiques utilisant des matériels coûteux. Aux États-Unis, la durée d'utilisation annuelle des équipements dans le textile était en 1925 de trois mille heures; elle dépasse de nos jours les six mille sept cents heures. Le tertiaire, qui utilise maintenant un matériel de plus en plus important, notamment informatique, connaît aussi une croissance du travail par roulement.

Les entreprises doivent également gérer temporellement les implications d'un contexte de plus en plus changeant et incertain. Le stockage, comme forme de gestion du temps de production, est rendu de plus en plus difficile par des taux d'intérêt réels élevés qui en augmentent trop le coût et par l'évolution rapide de la demande qui risque de rendre les produits obsolètes. Les entreprises s'organisent donc sur la base des dits «flux tendus», sans stocks ni en amont, ni en aval, sur le principe de l'approvisionnement et de la production «juste à temps». Ces nouvelles méthodes nécessitent une gestion différente et plus flexible du travail, et en particulier une variabilité des horaires. Le recours croissant au marché et le développement des relations de sous-traitance inscrivent aussi les entreprises dans des systèmes de contraintes externes de plus en plus importants, y compris du point de vue temporel.

La globalisation de l'économie, le développement des transports rapides et des réseaux de communication en temps réel, modifient également le cadre de synchronisation d'un nombre croissant d'activités économiques, dont

*Ci-contre : Paris, boulevard périphérique, Porte de la Chapelle.*

*Les Annales de La Recherche Urbaine n° 77, 0180-930-XII-97/77/113/10 © MELT*

les horaires doivent se caler par rapport à ceux de leurs partenaires étrangers. Le temps de l'économie globale tend à se déconnecter du temps local. Il y a à tout moment dans le monde, une bourse qui ouvre et une bourse qui ferme, et il y a toujours un envoi à expédier ou à réceptionner. Le développement de cette économie en continu engendre lui-même le décalage d'autres activités économiques, en particulier dans le domaine des services. Il faut par exemple rendre possible le déplacement des hommes et des marchandises de nuit, le dimanche, à des heures atypiques. Non seulement les systèmes de transports collectifs sont mal adaptés à cette demande, mais de nouveaux conflits émergent entre la ville qui dort et la ville qui travaille. Ainsi, les riverains de l'aéroport de Strasbourg se sont-ils opposés à l'implantation de la société de transport de fret aérien DHL, qui souhaitait utiliser les pistes de nuit.

Dans l'après-guerre, la quasi-généralisation du travail salarié – qui concerne près de quatre-vingt-dix pour cent des actifs – a très sensiblement restreint la part de la population disposant d'une autonomie relative par rapport aux temporalités et aux rythmes du travail industriel. Le poids de l'organisation temporelle de l'entreprise sur la vie quotidienne s'est également renforcé avec le développement du travail féminin salarié. L'évolution du système industriel se répercute donc vite et fortement sur les temporalités sociales. Ainsi, la diversification, la variabilité et l'incertitude des temps et rythmes économiques concernent un nombre croissant de travailleurs dans les pays développés. En Europe occidentale, un salarié sur trois échappe au modèle de travail « matin, après-midi, cinq jours sur sept » (plus de cinquante pour cent en Grande-Bretagne, environ vingt-cinq pour cent en France); le travail par « roulement » a augmenté de près de cinquante pour cent en une dizaine d'années et occupe en moyenne plus de quinze pour cent des travailleurs; le travail à temps partiel est passé en France de neuf pour cent en 1982 à plus de quinze pour cent en 1995, mais il est monté jusqu'à trente-cinq pour cent aux Pays-Bas; les horaires variables ont plus que doublé et touchent plus de sept pour cent des salariés. Plus de la moitié des actifs travaillent occasionnellement le samedi, plus du quart le dimanche. Des études belges (Elchardus, 1996) ont aussi mis en évidence que de moins en moins d'actifs pouvaient prévoir avec précision la fin de leur journée de travail et que cette imprécision augmentait avec la qualification: ainsi trente-et-un pour cent des femmes ayant un diplôme universitaire et cinquante-quatre pour cent des hommes sont incapables de prévoir à deux heures près, lorsqu'ils entament leur journée de travail, quand celle-ci se terminera. Cette incertitude tient à la fois à l'organisation même du travail dans leur entreprise et à la latitude que ces diplômés ont de gérer leur temps de travail, latitude qu'ils « payent » souvent en acceptant des durées de travail plus longues. La flexibilisation du travail, et en particulier la variabilité des horaires, sont en effet une forme d'adaptation de l'économie à la globalisation qui reporte très largement le poids

des adaptations sur les salariés. Cela est en partie dû à un rapport de forces plutôt défavorable actuellement aux salariés, notamment là où le chômage est fort. Mais l'extension, la diversification, la variabilité, et les nouvelles synchronisations des temps des activités économiques sont des données plus structurelles qui modifient considérablement les rapports entre l'économie et la ville, et plus généralement les temps de la ville.

A cette dynamique de la « production » s'ajoute celle du développement de la consommation marchande de biens et de services. En effet, les salariés ayant des horaires « normaux », et en particulier les ménages bisalariés, ont eux aussi de plus en plus besoin, pour accéder à la consommation et aux services, d'activités commerciales et administratives fonctionnant en dehors des horaires habituels: par exemple, des magasins ouverts tard le soir, voire toute la nuit, ou encore le samedi après-midi (ce qui est très nouveau en Allemagne où les réglementations anciennes l'interdisaient) et le dimanche (y compris en Grande-Bretagne!). Cela n'est évidemment pas sans poser des problèmes de toutes sortes, ni engendrer une forme de schizophrénie: en tant que consommateur, chacun souhaite pouvoir accéder le plus longtemps possible aux services, alors qu'en tant que salarié chacun souhaite pouvoir travailler le moins longtemps possible et à des horaires commodes, en particulier compatibles avec ceux de la vie familiale. Dans la plupart des pays européens, la question du travail le soir, la nuit, le dimanche, les jours fériés, est ainsi au cœur de controverses dans lesquelles les syndicats peinent à trouver des positions qui rassemblent les uns et les autres. Car pour certains, des rythmes de travail décalés par rapport aux rythmes dominants sont une commodité, tandis que pour d'autres ce sont des contraintes inintégréables dans leur organisation familiale.

## Une nouvelle configuration temporelle de la société

Les temporalités de la ville industrielle comme ses territorialités, ont été largement déterminées par la séparation travail – non-travail. Le rythme de la vie urbaine se calquait principalement sur celui de la production: les temps de l'administration, des services publics, de l'école étaient peu ou prou les mêmes que ceux du travail salarié, à l'exception des vacances judiciaires et des grandes vacances scolaires, issues à l'origine des besoins agricoles (les magistrats devaient aller s'occuper de leurs terres, et les enfants des paysans devaient aider aux travaux des champs). Le temps « hors travail » était, comme l'expression le dénote, un résidu et définissait en fait l'ensemble des activités autres que le travail rémunéré. Il se composait des activités domestiques au sens large, c'est-à-dire de l'ensemble des tâches nécessaires au fonctionnement du ménage, des tâches sociales et des loisirs. Ces derniers ont aussi reçu l'appellation de temps libre, dans

la mesure où ils semblaient échapper aux contraintes collectives et relever plus de choix individuels que d'autres activités.

Toutes ces pratiques sociales étaient réglées par ce que nous appellerons des « ordres temporels » dont les quatre majeurs étaient : l'ordre temporel économique, l'ordre temporel institutionnel, l'ordre temporel familial, l'ordre religieux. Il s'agit en quelque sorte des diverses puissances organisatrices qui impriment leurs logiques et pèsent de façon diversifiées et plus ou moins cohérentes sur les temporalités des diverses activités.

Dans la ville industrielle classique, les temporalités du travail étaient déterminées principalement par l'ordre temporel économique, et plus précisément par un ordre industriel ; l'ordre institutionnel et secondairement l'ordre religieux jouaient plutôt comme cadres réglementaires, tandis que l'ordre temporel familial était de peu de poids sur le travail. Les temporalités de l'administration, des services publics et de l'école étaient de fait elles aussi très largement déterminées par l'ordre économique, même si elles dépendaient en dernier ressort de l'ordre institutionnel et respectaient nécessairement l'ordre religieux (les dimanches et la plupart des jours fériés). Enfin, les activités domestiques et de loisirs s'inscrivaient dans des temporalités bornées par les trois autres ordres, l'ordre familial étant un ordre mineur et n'intervenant de façon spécifique qu'en dernier ressort pour structurer des temps résiduels. Les femmes non salariées, qui disposaient d'une certaine marge par rapport à l'ordre économique, jouaient un rôle décisif dans l'articulation entre les différentes sphères d'activités dominées par les divers ordres : elles pouvaient notamment faire les achats, effectuer les formalités administratives et éventuellement assurer les accompagnements scolaires, toutes tâches calées sur l'ordre temporel économique et donc largement inaccessibles aux travailleurs salariés.

Les articulations entre ordres et activités définissent ce que nous appellerons une « configuration temporelle ». Celle de la ville industrielle peut être qualifiée de « configuration temporelle segmentée », les temps et les activités se succédant en segments distincts à partir d'un segment principal occupé par le travail.

Les villes contemporaines connaissent une mutation profonde de leur configuration temporelle. L'ordre temporel économique reste de toute évidence largement dominant même si la part du temps de travail dans le temps de la vie de chaque individu a sensiblement diminué. De fait, le travail est toujours la première des contraintes dans le vie des citoyens actuels. Mais, ses régularités anciennes se sont transformées en rythmes, durées et horaires diversifiés et changeants. Ainsi, le partage entre temps de travail et temps hors-travail n'est plus stable. Avec l'irruption du travail à domicile pour diverses catégories socioprofessionnelles (sous des formes classiques, mais aussi par le télétravail ou par la formation continue), et avec le développement du travail féminin salarié, les frontières temporelles, spatiales et sexuelles

entre travail marchand et activités domestiques s'estompent progressivement. Le champ de l'ordre familial interfère ainsi de plus en plus avec celui de l'ordre économique, et ce d'autant plus que le développement du travail féminin salarié a fait rentrer une partie plus importante des tâches domestiques dans la sphère marchande. En



Station-service Shell, sud de la France.

effet, la mobilisation de la force de travail des femmes n'a été possible que grâce à l'accroissement de la productivité des activités domestiques, par le développement du machinisme ménager et le recours à des services divers. Dans le même temps, l'ordre institutionnel tend à être de plus en plus dépendant de l'ordre familial, voire de l'ordre économique. Les horaires scolaires et ceux de divers services publics sont de plus en plus influencés par les contraintes d'organisation des familles. L'ordre institutionnel tend aussi à relâcher ses contraintes en assouplissant les réglementations sur la durée du travail. Enfin, l'ordre religieux perd de son importance avec le déclin mais aussi la diversification des pratiques religieuses. En revanche, un nouvel ordre temporel émerge peut-être, l'ordre des loisirs, qui semble imposer une logique et des contraintes nouvelles : cet ordre est largement international, avec notamment les grands événements médiatiques télévisuels, en particulier sportifs (coupes du monde, jeux olympiques) et des périodicités renouvelées (saisons de sports d'hiver, grands week-ends, petites vacances, annualité des festivals, etc.). Toutes ces pratiques de loisirs ne sont bien évidemment pas indépendantes des logiques économiques, mais celles-ci s'adaptent et tirent parti de ces nouveaux rythmes et rituels sociaux.

Émerge ainsi une nouvelle configuration temporelle urbaine « imbriquée », distincte de la configuration segmentée. En effet, les divers temps de la vie urbaine ne sont plus séparés aussi nettement que précédemment, les divers ordres jouant simultanément et sur plusieurs activités. Cette configuration imbriquée est bien plus complexe que la précédente et ne peut plus être régulée simplement et

globalement. Les horaires de travail rentrent de plus en plus mal dans de grandes conventions collectives professionnelles et interprofessionnelles. Les horaires de l'économie et ceux de la vie domestique connaissent des



conflits de plus en plus nombreux, que les réglementations sur le bruit, le trafic, les livraisons, etc., n'arrivent plus à maîtriser. Les horaires scolaires et les activités extrascolaires des enfants deviennent un casse-tête permanent pour les familles comme pour les administrations, les parents salariés des zones suburbaines par exemple, devant de plus en plus difficilement faire face aux besoins d'accompagnement motorisé de leurs enfants. Les activités collectives familiales se heurtent à des obstacles temporels nouveaux, liés en partie aux superpositions divergentes des divers ordres temporels pour chacun des membres d'un même ménage. De fait, cette configuration temporelle imbriquée rend de plus en plus difficiles les organisations collectives et s'inscrit dans une dynamique qui privilégie des solutions de plus en plus individualisées.

## Les temps du citadin : la ville à la carte, vingt-quatre heures sur vingt-quatre

L'individualisation des temps de la vie quotidienne urbaine est à la fois un produit et un opérateur des changements de la configuration temporelle urbaine. Ce double processus est actif au sein de chaque ordre. Ainsi, la logique économique tend à individualiser les agents comme producteurs et comme consommateurs ; mais elle est aussi obligée de composer avec leur autonomie croissante pour parvenir à organiser une production et une consommation de plus en plus socialisées. Les nouvelles méthodes d'organisation du travail, la « responsabilisation » des travailleurs comme l'individualisation des

rémunérations, les plans de carrière personnalisés, comme la diversification des objets de consommation, leur « customisation » (leur adaptation aux habitudes de chaque consommateur), illustrent la double dimension de l'auto-

nomie des individus, à la fois cause et effet, outil et contrainte des évolutions contemporaines. De même, la famille se transforme sous la pression de l'individuation croissante des objets et des pratiques de ses différents membres ; mais l'autonomie relative des individus au sein d'un ménage est aussi une forme de résistance du système familial qui permet à celui-ci de se renouveler pour pouvoir s'adapter et survivre. Ainsi, la souplesse des relations et des liens familiaux, l'indépendance relative des jeunes ou des conjoints sont autant des facteurs de transformation de la famille que des adaptations qui finissent

par la renforcer sous une forme renouvelée.

L'entreprise, la famille, mais aussi les institutions, les organisations religieuses qui déterminaient les quatre ordres temporels principaux, apprennent donc plus ou moins rapidement et efficacement à compter avec cette autonomie de plus en plus grande des individus, à en tenir compte et à s'en servir plutôt qu'à tenter à tout prix de s'y opposer. La configuration temporelle urbaine contemporaine, dite imbriquée, est ainsi profondément marquée par les exigences d'une individuation des temporalités de la vie, c'est-à-dire par la possibilité que les citadins ont de s'approprier individuellement le temps quotidien, d'être le plus autonomes possible dans la construction de leur emploi du temps, à l'échelle journalière comme à celle des diverses « étapes » du cycle de vie. L'exigence individuelle grandit : il ne s'agit plus seulement d'avoir un peu d'espace et un peu de temps pour soi, mais d'avoir l'espace et le temps à soi, au travail, dans le logement comme dans la ville.

Cette autonomie croissante des citadins est rendue possible et est facilitée d'une part par la mobilisation de multiples technologies nouvelles, d'autre part, par diverses modalités d'adaptations sociales.

## La mobilisation des techniques nouvelles et les nouveaux outils de l'autonomie

Les individus, confrontés aux exigences d'une maîtrise individuelle de leur espace-temps urbain, se saisissent des outils et techniques utilisables dans cette perspective,

voire suscitent des avancées scientifiques, technologiques et industrielles. Les nouvelles technologies « traduisent » en objets et en usages les demandes nouvelles. La société industrielle contemporaine s'empare de ces demandes, les aide à émerger, à se concrétiser et à se formuler ; mais elle les hypertrophie et les conditionne aussi par la recherche du profit et le jeu de la concurrence.

Les citoyens mobilisent toutes les possibilités, pour accroître la maîtrise individuelle de leur espace-temps, pour répondre à la diversification des pratiques, pour faire face à la multiplication des objets et des relations, pour gérer l'imbrication des temps et des activités : ils se saisissent de tout ce qui peut individualiser les pratiques, accélérer la réalisation de chaque tâche, permettre d'assurer plusieurs fonctions simultanément, de stocker des biens et des informations pour en différer l'usage, de gagner du temps en remplaçant des activités personnelles par des achats de biens industriels et de services spécialisés, de faciliter la gestion de l'ensemble de leurs activités et de leurs relations avec les autres individus. Ils assemblent de fait des séries d'objets et de pratiques dans de nouveaux systèmes techniques quotidiens.

Le nouveau système technique alimentaire, par exemple, qui comprend notamment le produit congelé, conditionné en part individuelle, associé au micro-onde, permet de nouvelles organisations temporelles et spatiales des repas pris au domicile. Le repas peut être pris séparément, à quelques-uns ou en famille, dans une pièce collective ou dans une chambre individuelle, à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. Le système technique alimentaire collectif connaît une évolution du même type, autorisant une plus grande variété du contenu et des heures de repas dans les cantines et les restaurants. Dans les centres commerciaux, les promoteurs conçoivent même l'espace de restauration de telle manière qu'il permette le « *zapping* alimentaire », c'est-à-dire à une famille ou un groupe d'y manger à une même table des spécialités venant de tous les restaurants spécialisés présents dans cet espace.

Ce système technique alimentaire n'est pas totalement nouveau ; il s'inscrit à la suite du système précédent fondé sur le développement de l'autonomie familiale, et sur la diffusion simultanée du réfrigérateur, de l'automobile, du logement périphérique et des hypermarchés. Tous ces outils, objets et techniques avaient en effet déjà accompagné des changements temporels et spatiaux urbains et en particulier le passage à un rythme d'achats hebdomadaire, le développement du travail féminin salarié, la périurbanisation, etc. Dans la phase actuelle, le produit congelé, le micro-ondes, les parts individuelles, la multimotorisation, etc. sont autant d'objets mobilisés dans une nouvelle structuration spatio-temporelle.

Un second système technique assez caractéristique de cette quête de maîtrise individuelle de l'espace-temps urbain, est constitué autour de la mobilité : il associe un moyen de transport rapide autonome, généralement une automobile, équipée d'un récepteur radio, d'un magnéto-

phone et d'un lecteur CD, un téléphone portable et un système de messagerie téléphonique. L'ensemble permet de faire du temps de transport un temps multifonctionnel, compatible avec une activité communicationnelle professionnelle et personnelle, et avec un temps de loisirs. L'évolution du téléphone est un élément très important de l'évolution technique de la maîtrise individuelle de l'espace-temps : autrefois équipement collectif, familial ou professionnel, attaché à un lieu, il devient un équipement individuel mobile attaché à une personne. La messagerie, en permettant des communications asynchrones, permet tout à la fois de multiplier et de décaler des échanges interpersonnels. Ce nouveau système technique quotidien peut être défini comme un appareillage nomade, c'est-à-dire attaché à un individu urbain en mouvement et non plus à un lieu.

Un troisième système technique s'organise autour du « multimédia » qui permet à un individu disposant d'un seul dispositif personnel et multifonctionnel d'utiliser des fonctions informatiques diverses, de recevoir et d'enregistrer des émissions télévisées, d'accéder aux réseaux d'échanges de données et de courrier électronique, d'enregistrer et d'utiliser des CD-rom, de visionner des photographies, etc. Le multimédia intègre le magnétoscope, qui a joué un rôle pionnier dans le processus de désynchronisation de la vie quotidienne en permettant d'émanciper le téléspectateur des horaires fixes des émissions télévisées.

De façon plus générale, les systèmes informatiques ont contribué très significativement à une forme d'autonomie dans le travail comme dans les activités hors-travail. En effet, en transférant à l'ordinateur des tâches autrefois assurées directement par des personnes, ils ont accru l'autonomie relative de certaines fonctions. Ainsi, le cadre qui dactylographie directement ses textes, qui édite lui-même ses transparents, qui branche et écoute son répondeur pour filtrer les appels ou prendre des messages, dépend moins d'une organisation du travail collective particulière ; en revanche, sa dépendance par rapport au système technico-économique global s'est accrue par l'utilisation de hardware et de software produits par des multinationales. De même, le développement des moyens de production et de traitement de l'information, et l'accès individualisé à son usage, accroissent de façon significative l'autonomie relative des citoyens. L'utilisation du GPS (*Global Position System*, balise émettrice permettant via des satellites de repérer précisément la localisation et le mouvement d'un mobile) rend par exemple possible une connaissance individuelle immédiate du trafic urbain et si nécessaire un guidage personnalisé. Les techniques contemporaines de maîtrise individuelle de l'espace-temps urbain permettent ainsi d'individualiser les solutions ; mais d'autre part, elles les rendent plus dépendantes d'un système technico-économique de plus en plus complexe. Ces techniques servent à l'individualisation comme à la socialisation, à la désynchronisation comme à la synchronisation.

## L'obligation et l'exigence de choix

Pouvoir choisir à tout instant et en tout lieu de la vie quotidienne devient à la fois une nécessité pour permettre les adaptations individuelles à la nouvelle configuration temporelle urbaine, et une exigence pour faire face à la demande d'autonomie croissante des citoyens. Cette évolution structurelle hypothèque évidemment de plus en plus radicalement les démarches technocratiques qui prétendent répondre par des solutions uniques aux problèmes urbains, par exemple dans le domaine des transports ou du logement. Le citoyen a besoin et exige de pouvoir choisir. Et la possibilité de choisir ses activités, leurs outils, leurs lieux et leurs horaires est aussi l'assiette de nouvelles différenciations individuelles et collectives.

Toutes les activités, surtout les plus quotidiennes, deviennent potentiellement réalisables de façons de plus en plus diverses : par exemple, on peut manger chez soi une pizza que l'on a soi-même fabriquée, une pizza que l'on a achetée congelée, ou une pizza qu'on s'est fait livrer ; on peut aussi aller manger cette pizza dans un *fast-food* ou dans un restaurant. S'agissant des approvisionnements courants, on peut aller faire ses courses dans des hypermarchés, des supérettes, des épiceries de quartier ou de luxe, des *hard-discounts* ; on peut s'y rendre en voiture et rapporter soi-même ses achats, y aller en transports collectifs et se faire livrer, ou passer une commande par minitel ou par le télé-achat. Chaque individu est ainsi de plus en plus conduit à faire des arbitrages singuliers, mais aussi changeants, selon diverses circonstances de la vie quotidienne comme du cycle de vie, pour de micro-décisions quotidiennes comme pour des choix plus conséquents.

Dans ces arbitrages permanents entre plusieurs solutions, la mesure du temps et les calculs coûts-avantages prennent une importance croissante. Les choix domestiques des ménages ressemblent ainsi de plus en plus aux choix économiques des entreprises. La rationalité productive s'étend au temps de la consommation. Elle n'est pas nouvelle : dès l'entre-deux guerres, le travail domestique avait fait l'objet de telles rationalisations quasi-tayloriennes, accompagnées de diverses tentatives d'enseignement ménager des femmes ; l'après-guerre avait aussi connu un fort développement du machinisme domestique, la productivité des nouveaux outillages ménagers ayant pour fonction entre autres de libérer le temps des femmes afin qu'elles puissent se salarier. De nos jours, la plupart des tâches domestiques peuvent être effectuées soit par le recours à un machinisme électroménager très performant intégrant les technologies les plus avancées, soit par l'achat de marchandises de plus en plus élaborées, soit encore par le recours à des services extérieurs, le plus souvent marchands.

Le choix implique souvent une combinaison espace-temps : se procurer un bien ou une information peut passer par une mobilité personnelle, une mobilité du bien ou de l'information, ou le plus souvent par diverses combinai-

sons entre les deux. Les télécommunications ne permettent pas seulement la mobilité de l'information, elles favorisent aussi celles des biens, tant dans la production que dans la consommation. De fait, le développement de la livraison directe aux consommateurs est probablement un des grands phénomènes urbains actuels, et la livraison à domicile est un des outils-clefs de la nouvelle configuration temporelle urbaine. L'histoire de la société Darty en est une illustration tout à fait symptomatique : première entreprise de distribution d'électroménager à avoir fait de la livraison et du service après-vente à domicile un outil majeur de développement, Darty a été entraîné commercialement à passer de la garantie du jour de livraison à celle de la demi-journée puis à celle d'une heure précise, les livreurs étant maintenant tous équipés d'un téléphone notamment pour prévenir d'un éventuel retard ; Darty a été aussi conduit à livrer les soirs, les samedis et les dimanches.

## Court terme et incertitude : un monde de l'urgence et du clip

L'incertitude, qui est un rapport au temps à venir, pèse d'un poids de plus en plus lourd dans la société actuelle. Non seulement les changements sont plus rapides et moins prévisibles, mais ils sont d'autant plus troublants dans notre société que les perspectives et horizons idéologiques, les « grands récits », ont perdu beaucoup de leur crédibilité : le progrès, l'avenir meilleur, la libre entreprise, le socialisme ne dessinent plus des horizons rassurants. Pour les entreprises, la perspective ne se dessine qu'à un terme de plus en plus rapproché ; les taux d'intérêt réel élevés expriment cette incertitude sur l'avenir et en retour accentuent la préférence pour le présent. Les managers se dotent donc de systèmes d'organisation industrielle et de gestion leur permettant de répondre de plus en plus vite à des événements largement imprévisibles et de s'adapter à des situations variées et changeantes.

Les pressions qui s'exercent sur les entreprises impliquent aussi plus directement et à tous niveaux les individus dans leur vie quotidienne. Les citoyens sont ainsi confrontés à ce contexte d'incertitude, d'accélération, de changement, en grande partie parce que l'ordre temporel économique dominant, imbriqué avec les autres ordres, leur communique ses propres incertitudes. Le désir qu'éprouvent les individus de maîtriser leur espace-temps urbain résulte en partie de cette confrontation au changement, à l'imprévu et à l'imprévisible ; en retour, cette volonté de maîtrise participe à une rationalisation du quotidien qui emprunte des techniques et des outils issus souvent de la sphère économique. Les citoyens gèrent ainsi de plus en plus leur vie sur la base d'une comptabilité abstraite et précise de leur temps. L'annualisation du temps de travail s'inscrit dans cette perspective : les travailleurs auront à négocier leur temps de travail avec leur employeur presque jour par jour à l'intérieur d'une enve-

loppe annuelle ; déjà, ils négocient pour leurs retraites le volume de travail de leur vie tout entière ; l'irrégularité et la complexité de la vie quotidienne se traduit par la diffusion des agendas, autrefois réservés à quelques professions particulières ; les distances se mesurent de plus en plus en temps, qui s'inscrivent même sur les panneaux autoroutiers ; les plats cuisinés s'affichent en minutes nécessaires à leur réchauffage ; même la propriété devient « spatio-temporelle » avec le développement de formules de *time-sharing* qui permettent d'acheter un appartement dans une résidence de vacances quinze jours par an.

Le raccourcissement des temps de chaque pratique est aussi un moyen de faire face à l'incertitude et de faciliter les changements et les adaptations de toutes sortes. Dans ce contexte, toute programmation temporelle se heurte aussi à des difficultés de plus en plus déterminantes. Les entreprises tentent d'y répondre en développant des méthodes de management stratégique et heuristique qui redessinent les relations entre long terme et court terme, qui s'adaptent, voire tirent parti des événements, de l'imprévu. Les individus font de même : ils s'efforcent de réagir en temps réel aux circonstances plus ou moins imprévisibles de la vie quotidienne. Certes, ils s'efforcent toujours de « programmer » leurs activités journalières, de la collecte des enfants à la crèche ou à l'école, à l'enregistrement sur leur magnéscope d'une émission, de leurs prochaines vacances aux prélèvements de leur plan d'épargne-logement ou de retraite. Mais ils doivent aussi faire face à la multiplication des événements. Confrontés de plus en plus au changement et à l'incertain, les citoyens font peu à peu de leur capacité de gestion de ces contraintes une nouvelle valeur positive. La nécessité devenant vertu, ils s'autorisent des comportements changeants, valorisent la décision au dernier moment, fonctionnent en « juste à temps individuel ». L'urgence s'impose alors comme une solution pratique à l'imprévisibilité et impose ses techniques, au travail comme en dehors. Elle touche plus particulièrement certains groupes sociaux. Ainsi, selon une enquête, les deux tiers des cadres estiment travailler dans l'urgence et les trois quarts déclarent avoir en permanence plusieurs tâches à gérer en même temps. La télé-action prend alors le pas sur la programmation : de partout, à tout instant, le citoyen s'efforce de maîtriser en temps réel son espace-temps. Le téléphone mobile, la messagerie interrogeable à distance, le courrier électronique, les télécommandes ne sont plus des gadgets, mais les réponses techniques à ces nouvelles nécessités. Celles-ci contribuent évidemment à l'émergence de cette « société en temps réel » qui inquiète beaucoup d'observateurs : une société qui vise en permanence à l'ubiquité et à la multifonctionnalité généralisée, qui est en accélération permanente, qui

transforme en clips les chansons, les films mais aussi les informations et les concepts, et dont le stress urbain est une des pathologies majeures.

## Le stress urbain

Le stress est une notion issue de la physique qui a été successivement transposée à la biologie et à la psychosociologie. À l'origine, le terme désigne la déformation ou la rupture d'un matériau soumis à de trop fortes contraintes. En biologie, son usage renvoie au concept d'homéostasie, c'est-à-dire à la constance du milieu intérieur et à cette propriété remarquable des animaux à sang chaud, capables de mener une « vie libre et indépendante », pour reprendre la célèbre expression de Claude Bernard. L'usage de la notion de stress a eu beaucoup de succès,



notamment pour rendre compte de la vie des citoyens. De fait, leur capacité d'adaptation à des événements extérieurs, de réaction ou de non-prise en compte, dépend non seulement de la nature « objective » de ceux-ci mais aussi de multiples facteurs psychologiques, sociaux et culturels, contextuels, qui leur font vivre ces événements de façons différentes.

Il est certain que la vie métropolitaine crée des conditions particulièrement propices au stress urbain en multipliant les situations plus ou moins prévisibles et habituelles dans lesquelles les individus doivent faire preuve de capacité d'adaptation. La comble de l'accélération et de la complexification de la vie quotidienne, c'est que ses temps rapides comme ses temps morts sont autant de facteurs de stress. L'exigence de vitesse et de multifonctionnalité rend ainsi les temps d'attente de moins en moins supportable. L'attente elle-même doit être pleinement maîtrisée pour pouvoir être gérée voire utilisée. L'expérience montre par exemple que l'affichage du temps réel d'attente pour un tramway ou un métro rend celui-ci beaucoup plus acceptable par les voyageurs, même s'ils ne le mettent que très peu à profit pour faire autre chose.

La volonté de maîtrise de l'espace-temps personnel, qui est accrue par le contexte urbain, est aussi rendue difficile par celui-ci. L'imprévisibilité de nombreux événements quotidiens diminue les possibilités de prévision et joue donc sur la capacité des individus à y faire face. Les singularités psychologiques, mais aussi les facteurs sociaux et culturels ont un rôle important dans les potentialités des individus à affronter ces circonstances, à analyser les événements en cours, à se procurer les bonnes informations, à sélectionner une stratégie appropriée, à mobiliser des éléments contextuels. Le stress urbain, se combinant à des caractères psychologiques et sociaux divers, s'exprime alors sous des formes multiples, plus ou moins individuelles ou collectives, qui vont de l'usage d'anxiolytiques à l'agressivité en passant par le repli sur soi dans les lieux publics, les compulsions du zappeur devant sa télévision, le syndrome de dépendance du téléphone portable, etc.

Notre société traite trop souvent les difficultés d'adaptation à cette évolution du temps urbain comme des pathologies individuelles, alors qu'il s'agit de faits sociaux majeurs, qui ne touchent plus seulement quelques personnes, quelques groupes sociaux, quelques situations. Le citoyen pressé n'est en soi certes pas une nouveauté et cela fait bien longtemps que le paysan s'en moque. Chaplin avec *Les temps modernes* et Tati avec la plupart de ses films ont également montré avec humour les dégâts de la vitesse au travail comme à la ville. Mais, il serait temps – si l'on peut dire – de réfléchir aux moyens que notre société urbaine doit mettre en œuvre pour dominer sa vitesse et pour éviter que les exigences de maîtrise individuelle du temps et de l'espace ne produisent pas de nouveaux effets négatifs individuels et sociaux.

## La nécessité de régulations temporelles territorialisées

Les difficultés que rencontrent individuellement les citoyens confrontés à l'exigence de maîtrise de leur espace-temps sont des faits sociaux. A ce titre, ils sont les supports non seulement de différenciations individuelles, mais aussi d'injustices sociales, car les potentialités de vitesse et de multifonctionnalité et les moyens individuels et collectifs d'adaptation au changement et à l'imprévisibilité sont inégalement répartis. C'est une des raisons majeures pour lesquelles les modes de régulation temporelle purement individuels et privés, tels qu'ils ont tendance à se développer aux États-Unis ou au Japon, ne sont pas du tout satisfaisants. En effet, la tendance à un fonctionnement en continu de la ville vingt-quatre heures sur vingt-quatre, donne une prime supplémentaire à ceux qui peuvent gérer leur temps, en acheter sous la forme de services, choisir les moments les plus propices pour telle ou telle activité, et reporte sur les salariés les plus dépendants le poids de cette flexibilité temporelle.

De fait, la régulation temporelle purement privée se heurte aussi à des obstacles économiques et sociaux. Dans un contexte urbain de pénurie temporelle relative, le libre marché prive les acteurs économiques de solutions plus collectives et moins coûteuses, et des économies externes qu'un peu plus d'organisation d'ensemble pourrait dégager. De leur côté, les individus ont de plus en plus de mal à resynchroniser leurs activités sociales. La vie familiale devient de plus en plus difficile à organiser, les pratiques collectives tendent à se réduire à des rencontres bilatérales entre individus, l'absentéisme professionnel ou scolaire devient le seul moyen de faire face à certaines contraintes, le temps des plus forts prime sur celui des plus faibles. Aussi, en Europe tout au moins où existe déjà une tradition de régulation temporelle, émergent de nouvelles formes d'interventions publiques dans le champ des temporalités. Les pouvoirs publics, sans véritablement devenir les « maîtres des horloges », revitalisent l'ordre temporel institutionnel, en lui conférant non plus seulement la responsabilité d'encadrer et de légitimer les autres ordres (économiques, religieux, familiaux, de loisirs), mais d'assurer leur coordination. L'un des faits majeurs les plus intéressants est le rôle renouvelé des pouvoirs publics territoriaux en la matière : alors que les ordres temporels dépendent de logiques plus larges, globales, leur coordination concrète ne peut s'effectuer que localement, à l'échelle de la vie urbaine contemporaine, celle des grandes zones urbaines, des « métapoles ».

## Aménagement temporel et management public local

Le rôle des pouvoirs publics en cette matière est triple : ils doivent tout à la fois rendre accessibles de façon équitable les services publics pour les citoyens dont les horaires sont de plus en plus atypiques et irréguliers ; ils doivent assurer ou rendre possibles les services collectifs permettant aux activités économiques et aux individus de développer de nouveaux rythmes et horaires ; enfin ils doivent coordonner voire réglementer les temporalités privées au nom de l'intérêt général, de la maximisation des économies externes et de la lutte contre les inégalités sociales. Ces interventions multiples nécessitent le recours à une batterie d'instruments diversifiés. Pour l'instant en France, le débat a essentiellement porté sur les heures et jours d'ouverture des commerces, avec une certaine crispation des syndicats plutôt hostiles à un assouplissement des réglementations, et avec une opposition des associations familiales et de l'Église, attachées à défendre le champ des ordres temporels religieux et temporels, et à conserver tels quels leurs rituels. Aussi, l'élaboration locale de solutions est peut-être non seulement le moyen adéquat pour instaurer cet aménagement temporel urbain nouveau, mais également un moyen pour dépasser les blocages institués, à condition évidemment

que l'État délègue largement à des instances métropolitaines cette compétence.

La première responsabilité des pouvoirs locaux est d'assurer une accessibilité des services publics réelle et équitable. Il n'est pas nécessaire que tous les services publics soient ouverts vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, mais il importe que les célibataires comme les ménages bisalariés puissent accomplir tous les actes publics sans être pénalisés en raison de leurs contraintes temporelles multiples. Cela peut se faire très simplement par l'instauration de « nocturnes » comme le font divers services et grands commerces, par la facilitation des formalités par correspondance, téléphone et minitel, et par le développement de permanences téléphoniques en dehors des horaires normaux des services publics actuels.

Les pouvoirs publics doivent s'efforcer également de faciliter l'extension des heures d'ouverture et de fonctionnement des services et commerces privés et de les coordonner. Il ne s'agit pas en effet simplement de favoriser les activités commerciales qui souhaitent élargir leurs plages d'activités, mais d'inscrire ces dynamismes privés dans une démarche plus collective qui pourrait faciliter la vie de tous les citoyens, mieux répartir les déplacements urbains dans l'espace et dans le temps, diminuer les phénomènes de pointes avec leur cortège d'effets négatifs. Car le gain de temps à vivre ne passe pas seulement par la diminution du temps de travail, mais aussi par une meilleure organisation temporelle collective et individuelle. Des enquêtes récentes ont d'ailleurs montré que dans les aspirations de certains travailleurs en France, la réduction du temps de travail n'était pas majoritairement dominante, et que les raisons n'en étaient pas seulement salariales. Des structures techniques et de concertation pourraient donc être mises en place au niveau métropolitain, qui associeraient les grands générateurs de trafic (les principales entreprises, les grands commerces, les grands équipements), les organisations professionnelles, les principales associations d'habitants : elles seraient aussi des lieux d'élaboration de compromis lors des conflits et proposeraient aux pouvoirs publics des mesures réglementaires et incitatives. Parmi ces dernières, on peut imaginer l'extension du principe des tarifs réduits des transports collectifs aux heures creuses, des exonérations partielles du versement transport pour des entreprises s'intégrant dans des plans collectifs de mobilité, des subventions pour des services collectifs assurés en dehors des horaires typiques. Dans cette dernière perspective, les pouvoirs publics doivent s'efforcer d'aider à

la mobilité la nuit, les dimanches et les jours fériés, l'insuffisance des services publics à ces moments étant un obstacle sérieux à une meilleure répartition des activités dans l'espace et le temps.

Enfin, les pouvoirs publics locaux doivent intégrer la dimension temporelle dans l'aménagement urbain. La ville est combinaison de lieux, de mouvements et de temps. Concevoir, réaliser et gérer les villes exige donc la prise en compte simultanée du cadre bâti, des flux et des emplois du temps. La répartition des activités sur les territoires urbains, la conception, la localisation et le fonctionnement des équipements, l'invention et la réalisation des espaces publics doivent prendre en compte le fonctionnement de la ville à toutes les heures des jours et des nuits, et rendre compatible spatialement la diversité des pratiques temporelles. Il ne s'agit plus seulement de dessiner le cône des nuisances aéroportuaires et de prévoir des écrans antibruit le long des axes autoroutiers : il faut penser en même temps la ville qui travaille, la ville qui dort, la ville qui s'approvisionne, la ville qui se divertit.

De nos jours, le zonage dans les plans d'urbanisme est essentiellement spatial ; la mixité fonctionnelle et la mixité sociale ne sont ainsi appréhendées que spatialement. Pourtant, il existe aussi des mixités et des ségrégations temporelles : le centre des villes n'est pas occupé par les mêmes groupes sociaux en même temps ni pour les mêmes activités, les rues et les espaces publics des quartiers d'habitat sont fréquentées à des heures différentes par les diverses classes d'âge. Identifier les intérêts collectifs en matière d'espaces-temps urbains et élaborer des solutions admises comme d'intérêt général nécessite donc la prise en compte des usages multiples et diversifiés du temps. Dans cette perspective, une notion apparaît comme particulièrement importante, celle de centralité temporelle (la citadelle des temps continus selon la formule italienne). L'existence d'une zone urbaine capable d'apporter aux citoyens vingt-quatre heures sur vingt-quatre la quasi-totalité des produits et services urbains semble cohérente avec une certaine tradition de centralité dans les villes européennes, et maîtrisable par les pouvoirs publics qui peuvent également plus aisément aider à y accéder les catégories sociales défavorisées. Peut-être aussi faudra-t-il se résoudre à imaginer, sinon un zonage temporel des activités, tout au moins une qualification temporelle des divers territoires ? Cette nouvelle approche de l'aménagement pourrait ainsi dessiner les contours d'une nouvelle conception de l'urbanisme, le chrono-urbanisme.

**François Ascher**

#### ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- Adam Barbara, *Time and social theory*, Polity Press, 1990.  
Bender J., Wellberry D. (ed.), *Chronotypes. the construction of time*, Stanford University Press, 1991.  
Bellanger François, Marzloff Bruno, *Transit. Les lieux et les*

- temps de la mobilité*, Éditions de l'Aube, Media Mundi, 1996.  
Bobic Milos, *The role of time function in city spatial structures*, Avebury Press, 1995.  
Bösch Gehrard, Taddéi Dominique, «Les enjeux sociaux et

- politiques», in ANXO, pp. 355-380, 1995 ; Dominique et A.A., «Utilisation des équipements et horaires de travail. Comparaison internationale», INSEE Méthodes, n° 49-50-51, 1995.
- Bonfiglioli Sandra, «Il tempo e la città fra natura et storia», in *Urbanistica*, n° 103, fév. 1995.
- Bonfiglioli Sandra, «Politiche dei tempi urbani», in *Urbanistica Informazioni*, n° 147, 1996.
- Boulin J.-Y., «L'organisation sociale du temps» in *Futuribles*, n° 165, 1992.
- Caceres Benigno, «Le loisir et le travail, du Moyen Age à nos jours», Éditions du Seuil, 1973.
- Cette J., Cuneo P., Herbay, J.-P., Préel B., «Ouverture dominicale: impact macro-économique», in *Futuribles*, n° 164, 1992.
- Cette G. & Taddéi D., *Temps de travail, mode d'emploi*, Éditions La Découverte, 1994.
- Chesneaux Jean, *Habiter le temps*, Bayard Éditions, 1996, 344p.
- Elchardus Mark, *La société mobilisée. Entre ancienne et nouvelle organisation du temps*, rapport à La Fondation Roi Baudoïn, Centrum voor Sociologie, 1996.
- Elias Norbert, *Du temps*, Éditions Fayard, 1996.
- Giedon S., *La mécanisation au pouvoir*, 1948. Traduction française, Éditions du Centre Georges-Pompidou/CCI, 1984.
- Graham Stephen, Marvin Simon, *Telecommunications and the City; Electronic Spaces, Urban Places*, Routledge Éd., 1996.
- Grossin William, *Les temps de la vie quotidienne*, Éditions Mouton, 1974.
- Kaufmann Jean-Claude (sous la dir. de), *Faire ou faire faire. Familles et services*, Paris, Presses Universitaires de Rennes, 1996.
- Henckel Dietrich, *Structures temporelles et développement urbain*, UTH 2001, Ministère de l'Équipement, 1991.
- Le Goff Jacques, *Pour un autre Moyen Age; temps, travail et culture en Occident*, Éditions Gallimard, 1977.
- Maurin E., «Types de pratiques, types de journées et déterminants sociaux de la vie quotidienne», *Économie et Statistiques*, n° 223, 1989.
- Mercure Daniel, *Les temporalités sociales*, Éditions l'Harmattan, 1995, 176 p.
- Moser Gabriel, *Le stress urbain*, Éditions Armand Colin, 1992.
- Naville Pierre, *Temps et technique*, Éditions Droz, 1972.
- Obadia Alain (coord.), *Entreprendre la ville. Nouvelles temporalités – nouveaux services*, Éditions de l'Aube, 1997.
- Piron Florence, Arsenault Daniel (dir.), *Constructions sociales du temps*, Éditions Septentrion, 1996.
- Sue Roger, *Temps et ordre social*, Paris, Éditions du Seuil, 1995.
- Thompson Edward, P., *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Éditions du Seuil, 1988.

> **François Ascher** est professeur à l'Institut français d'urbanisme (Université Paris 8) et conseiller scientifique au Plan construction et architecture, et l'auteur notamment de *Métapolis* ou *l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob, 1995.